

Document:-
A/CN.4/SR.635

Compte rendu analytique de la 635e séance

sujet:
Programme de travail

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-
1962, vol. I

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

635^e SÉANCE

Jeudi 3 mai 1962, à 10 heures

Président : M. Radhabinod PAL

Travaux futurs dans le domaine de la codification et du développement progressif du droit international [résolution 1686 (XVI) de l'Assemblée générale] (A/CN.4/145) (suite)

[Point 2 de l'ordre du jour]

1. Le PRÉSIDENT invite la Commission à reprendre l'examen du point 2 de l'ordre du jour.
2. M. TOUNKINE dit que M. Gros a mal compris son intervention à la séance précédente. Il n'a pas du tout voulu dire que la théorie classique de la responsabilité des Etats se soit développée exclusivement sous l'influence d'affaires concernant la responsabilité de l'Etat à raison des dommages causés à la vie et aux biens des étrangers ; il a dit que le développement du concept de la responsabilité internationale s'est fait à partir de l'hypothèse que la question des dommages causés aux étrangers était le principal domaine d'application de ce concept.
3. Partant de cette interprétation erronée, M. Gros a laissé entendre que M. Tounkine serait partisan de rejeter en totalité les règles classiques de la responsabilité internationale. Or, rien n'est plus éloigné de sa pensée ; il a simplement demandé un réexamen de ces règles à la lumière des circonstances nouvelles, sans en préjuger les résultats éventuels.
4. M. BRIGGS partage l'opinion précédemment exprimée par M. Tounkine que la Commission ne doit prendre de décision formelle que touchant un nombre limité de matières. Elle doit se borner à désigner des rapporteurs spéciaux sur les diverses questions de la responsabilité des Etats, de la succession d'Etats, peut-être des missions spéciales, et enfin des relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales.
5. Il rappelle ce qu'a dit M. Tounkine, à la 729^e séance de la Sixième Commission de l'Assemblée générale : la Commission du droit international ne peut s'occuper de plus de quatre questions au maximum. M. Briggs ne doute pas que le Comité créé à la séance précédente par la Commission pour établir le programme futur tienne compte de cette considération qui a beaucoup d'importance.
6. En ce qui concerne la responsabilité des Etats, M. Briggs rappelle une importante déclaration de M. Jiménez de Aréchaga, soulignant qu'en matière de traitement des étrangers se posent des questions telles que l'expropriation, la nationalisation et l'indemnisation sur lesquelles d'autres organes des Nations Unies attendent de la Commission des indications qui leur permettent de s'orienter. Ce sont là des problèmes épineux, mais la Commission ne peut éluder ses responsabilités à leur sujet.
7. M. Briggs se sépare de M. Tounkine lorsque celui-ci soutient que c'est toute la conception de la responsabilité internationale qui a évolué. Tout ce que l'on peut avancer à ce propos est pure spéculation ; il n'a pas été apporté jusqu'ici de preuves qui établisse le bien-fondé de pareille assertion. En réalité, le seul changement qui se soit produit, en ce qui concerne le droit de la responsabilité internationale, est le fait qu'il a trouvé de nouveaux domaines d'application.
8. On a dit que certaines règles de la matière étaient en cours de formation. Cela équivaut à dire qu'il y a un élément de développement progressif dans l'étude de la question de la responsabilité des Etats, ce qui — soit dit en passant — milite en faveur de la désignation d'un rapporteur spécial, conformément aux dispositions du Statut de la Commission.
9. On a invoqué à maintes reprises la pratique de l'Institut de droit international. L'Institut procède comme suit : il commence par désigner un rapporteur spécial pour chaque matière choisie, ensuite il nomme une commission chargée d'aider le rapporteur ; le rapporteur rédige un exposé préliminaire à l'intention de la Commission, reçoit les observations des membres, décide de quelles observations il tiendra compte et prépare enfin son rapport, qui est soumis à la réunion plénière de l'Institut. Sans vouloir dire que la Commission doive suivre en tous points cette méthode, M. Briggs estime qu'elle n'est en rien contraire à la procédure consistant à désigner un rapporteur qui assume la responsabilité du rapport.
10. L'étude préliminaire du rapporteur spécial doit — comme l'a dit M. Tounkine — être distribuée à tous les membres de la Commission et non pas seulement à quelques-uns d'entre eux. Toutefois, si d'autres membres de la Commission estimaient qu'il vaut mieux confier le soin de préparer l'étude préliminaire à un comité de dix membres, M. Briggs ne s'y opposerait pas, mais son assentiment sur ce point dépendra du mandat du comité en question. Il importe essentiellement, par exemple, que ce comité ne soit pas permanent.
11. M. Briggs est en outre opposé à l'idée que le rapporteur soit un organe collectif. Si l'on demandait au comité de faire rapport *in corpore*, il n'y aurait qu'une alternative : ou le comité présenterait un rapport majoritaire et un rapport minoritaire, ce qui équivaudrait en réalité à renvoyer les questions à la Commission, ou il présenterait une solution de conciliation, en laissant entendre qu'elle est trop fragile pour que la Commission puisse y toucher. Aucun de ces résultats ne serait satisfaisant.
12. M. Briggs demande instamment à la Commission de désigner pour chaque question un seul rapporteur, qui soit responsable devant la Commission ; le rapport ne doit pas être l'œuvre de la majorité d'un comité. Il n'est pas partisan non plus de désigner plusieurs rapporteurs. Il rappelle qu'un seul rapporteur s'est occupé de l'immense matière du droit de la mer, qui comprenait le régime de la haute mer, le régime de la

mer territoriale, le problème du plateau continental et la question des pêcheries.

13. Le PRÉSIDENT constate que, jusqu'à la 631^e séance, il semblait que la proposition de M. Tounkine eût rallié la majorité des suffrages : il s'agissait de constituer un groupe de travail spécial ou un comité d'une dizaine de membres, qui examinerait le champ que doit couvrir l'étude de la responsabilité des Etats et ferait rapport à la Commission à sa prochaine session. Par la suite, après que le Secrétaire eût évoqué les incidences financières de cette proposition, une divergence de vues s'est fait jour sur les deux points suivants : le comité devrait-il faire rapport à la Commission à la session actuelle ou à la prochaine session ? Faudrait-il désigner immédiatement le rapporteur spécial ?

14. Puisqu'il est bien évident que, faute de temps, la Commission ne peut aborder la question à sa présente session, il ne devrait pas être difficile de se mettre d'accord sur ce point que le comité devra présenter son rapport à la prochaine session. Il eût convenu que M. Tounkine fit partie du comité, mais il a indiqué que cela lui serait impossible pendant la présente session étant donné le volume des autres travaux incombant à la Commission.

15. Le Président estime que le rapporteur spécial sur la question de la responsabilité des Etats devrait être choisi parmi les membres du comité que l'on se propose de créer et il croit préférable que le Président du comité assume cette tâche.

16. M. JIMÉNEZ de ARÉCHAGA rappelle que, dans une intervention précédente, il a déclaré que des comités pleinement représentatifs devraient être constitués pour examiner les questions de la responsabilité des Etats et de la succession d'Etats. Il précise que chaque comité devrait dresser une table des matières à étudier au titre de la question dont il s'occupe et fixer l'ordre de priorité des divers chapitres. Mais c'est à des rapporteurs spéciaux que doit être confié le soin d'établir les rapports. Bien entendu, il est fort possible de désigner plus d'un rapporteur pour une même question, si le comité compétent le juge utile.

17. L'autre point sur lequel les opinions se divisent au sein de la Commission concerne la date de présentation du rapport, et la désignation du rapporteur spécial pour la responsabilité des Etats. Selon M. Jiménez de Aréchaga, la date de présentation du rapport pourrait être fixée par le comité lui-même compte tenu des indications qui pourront ressortir de ses travaux.

18. M. LIANG, Secrétaire de la Commission, ne voudrait pas qu'on puisse croire que ce sont ses propres observations sur les incidences financières qui sont à l'origine des divergences de vues au sein de la Commission. Il rappelle, à ce propos, que M. Tounkine a déclaré que l'on doit faire tout ce qui est possible pour réduire au minimum les dépenses à engager.

19. Comme il l'a indiqué antérieurement, des séances de comité ne nécessitant que des services restreints d'interprétation et de traduction n'entraîneraient aucune dépense si elles avaient lieu pendant la session. Il serait

également possible d'organiser des réunions de comité un ou deux jours avant la prochaine session : dans ce cas, et à condition d'en être averti, le Secrétariat pourrait prendre les dispositions nécessaires pour faire ajouter au budget de la Commission le léger supplément de dépenses qu'il y aurait à prévoir.

20. Pour M. TABIBI, l'organisation de consultations officielles serait sans doute le meilleur moyen d'arriver à concilier les opinions des membres de la Commission au sujet du comité qui aura à examiner le champ que doit couvrir l'étude de la responsabilité des Etats. Les vues de tous les membres sont consignées dans les comptes rendus et il ne semble pas nécessaire de prolonger le débat officiel.

21. M. CADIEUX serait d'avis de ne pas créer de comité du tout. Mais, pour se montrer conciliant, il est prêt à accepter la constitution d'un comité à condition que d'autres membres soient, eux aussi, disposés à faire des concessions sur d'autres points.

22. Le PRÉSIDENT déclare que, si les membres jugent qu'ils ont suffisamment fait connaître leurs vues au cours du débat et qu'il en a été rendu compte comme il convient, il serait peut-être bon de clore la discussion sur la proposition relative à la création de comités ; les membres du Bureau se réuniraient pour se mettre d'accord sur les candidatures à proposer pour les deux comités.

23. M. GROS, prenant la parole sur une motion d'ordre, signale que les comptes rendus de la plupart des séances de la présente session n'ont pas encore été distribués en français. Il ne peut accepter comme authentiques les comptes rendus analytiques en anglais ; ils n'ont pas été rédigés d'après ce qui a été dit en français, et l'on doit constater qu'ils ne donnent qu'une idée approximative et souvent erronée de ce qui a été dit, pour ce qui concerne du moins les opinions qu'il a lui-même exposées, puisqu'on lit seulement ce que l'interprète fait dire en anglais à l'orateur. Les comptes rendus anglais, seuls distribués actuellement, ne peuvent être utilisés pour connaître les vues des orateurs qui se sont exprimés en français. Ces membres devront donc attendre de recevoir les comptes rendus analytiques en français pour soumettre leurs corrections. Or, il faut rappeler que les déclarations faites en français ne sont pas reproduites dans les comptes rendus en français ; ceux-ci sont établis par une traduction en français du compte rendu en anglais. Il y a donc deux traductions successives, ce qui enlève au compte rendu en français toute portée utile.

24. Pour ce qui est de la constitution d'un comité consultatif, M. Gros ne peut l'accepter qu'avec des réserves. Il importe, en particulier, de définir très nettement de quelle manière ce comité fonctionnera.

25. Il n'est pas opposé à ce que les membres se réunissent officiellement pour arriver à concilier leurs points de vue car on ne saurait nier qu'il existe des divergences de fond. C'est, le plus souvent, la manière la plus efficace de les résoudre.

26. Il ne faut nommer de comité que s'il est parfaitement clair qu'il ne s'agira pas d'un comité permanent,

que ce comité se séparera dès qu'il aura terminé l'étude préliminaire de la manière d'aborder la question qui lui aura été renvoyée et en tout cas au début de 1963 ; il ne sera pas habilité à donner d'instructions au rapporteur spécial, mais à lui fournir des éléments d'information sur les diverses positions pour lui faciliter le travail.

27. M. LIANG, Secrétaire de la Commission, est lui aussi très préoccupé par le retard avec lequel les comptes rendus analytiques paraissent en français. La question fondamentale, celle du compte rendu des interventions en français, a été soumise à M. Palthey, directeur adjoint de l'Office européen, mais il n'a pas été trouvé de solution pour le moment. Le problème que pose le compte rendu des interventions dans une langue qui n'est pas celle de l'orateur est d'une grande portée. Pour que toutes les interventions soient prises dans la langue utilisée par l'orateur, il faudrait augmenter d'une manière très appréciable le nombre de rédacteurs. A vrai dire, il faudrait modifier dans son ensemble la pratique suivie par l'Organisation des Nations Unies en matière de rédaction des comptes rendus et pareil changement ne peut être effectué que par décision des délégations des Etats Membres à l'Assemblée générale.

28. M. Liang souligne cependant que les comptes rendus analytiques ne sont nullement censés constituer un texte faisant foi des décisions de la Commission. Ils sont d'abord établis sous une forme provisoire, puis soumis aux membres pour que ceux-ci leur apportent les corrections nécessaires. Lorsque toutes les corrections ont été reportées sur le texte provisoire, les comptes rendus sont publiés dans un volume imprimé de l'Annuaire de la Commission : mais, même à ce moment, M. Liang ne pense pas que l'on puisse les considérer comme constituant un texte authentique ou ayant force obligatoire. Ce sont les décisions adoptées par la Commission qui sont obligatoires. Les comptes rendus analytiques servent seulement à indiquer la tendance générale de ses discussions.

29. M. AGO déclare qu'il n'appartient pas seulement aux délégations siégeant à l'Assemblée générale de s'occuper d'améliorer l'organisation matérielle des travaux de la Commission ; c'est, avant tout, à la Commission qu'il incombe de remédier à une situation dont on a déjà signalé à maintes reprises les inconvénients. Il est certain que les membres de langue française sont désavantagés quand leurs interventions sont d'abord résumées en anglais, puis retraduites en français. Il est vrai que les membres peuvent envoyer des corrections qui seront incorporées dans le texte définitif imprimé mais, pendant la durée de la session, le seul texte auquel ils puissent se reporter pour leur travail quotidien est celui des comptes rendus analytiques provisoires non corrigés. M. Ago demande donc instamment que l'on fasse quelque chose pour remédier à cette situation et prie le Secrétaire de la Commission de s'occuper de la question.

30. Passant à la question de la constitution d'un comité qui procéderait à une étude préliminaire de la responsabilité des Etats, M. Ago dit que ce serait innover que d'inviter un comité à faire rapport à la

Commission. Il demande au Secrétaire de la Commission s'il y a déjà, dans l'histoire de la Commission, des cas où celle-ci, au lieu de désigner un de ses membres comme rapporteur, ait confié cette tâche à un comité.

31. M. LIANG, Secrétaire de la Commission, dit, au sujet des comptes rendus analytiques, que ce qu'il a voulu souligner, c'est que la méthode selon laquelle ils sont établis s'inscrit dans le cadre d'un système s'appliquant à l'ensemble des travaux des Nations Unies et qu'en raison des incidences financières à prévoir ce système ne peut être modifié que par la Cinquième Commission de l'Assemblée générale. Pour le moment, le Secrétariat ne peut que se conformer aux règlements et à la pratique existants.

32. M. Liang conçoit cependant que, s'agissant d'un organisme scientifique comme la Commission, le système qui consiste à résumer les interventions dans une langue autre que celle dans laquelle elles ont été prononcées puisse ne pas être le meilleur. Si la Commission l'estime utile, elle peut mentionner cette question dans son rapport sur les travaux de sa présente session.

33. Répondant à la question posée par M. AGO, M. Liang indique qu'il existe un cas où la Commission a constitué un comité chargé de lui présenter un rapport. Il s'agit du comité créé à la 404^e séance, au cours de la neuvième session, en 1957, lors de l'examen de la question de la procédure arbitrale. Mais, à la 418^e séance, la Commission est revenue sur cette décision et il a été convenu qu'elle reprendrait elle-même l'étude du projet. On a parfois cité cette expérience malheureuse comme un argument contre la création de comités chargés de faire rapport à la Commission.

34. M. AMADO déclare que, comme les autres membres de langue française, il désapprouve la pratique qui consiste à rédiger les comptes rendus originaux entièrement en anglais. Il a un style très personnel en français, style qui porte la marque de son origine brésilienne, et les résumés de ses interventions qui paraissent dans les comptes rendus anglais sont loin d'en rendre le ton ni la couleur.

35. M. BARTOŠ dit que, précédemment, il était satisfait des comptes rendus analytiques, mais qu'à la présente session, il a remarqué une fâcheuse tendance à résumer par trop les interventions des orateurs. Les interventions ainsi mutilées perdent leur raison d'être, et le sens que leur avait donné l'orateur est altéré. M. Bartoš peut citer un cas au moins où son point de vue était entièrement faussé, à cause de l'extrême brièveté du compte rendu. La situation des membres de langue française est plus difficile encore, car la méthode suivie pour la rédaction des procès-verbaux les met, de surcroît, en face d'un problème linguistique. Les lecteurs des comptes rendus peuvent avoir l'impression que l'orateur a abandonné l'idée sur laquelle reposait sa thèse, et adopté une position contraire à celle qu'il a effectivement défendue. On ne doit pas oublier qu'il s'agit d'arguments juridiques et que de subtiles modifications ou une condensation excessive peuvent vider un exposé de tout ce qui en faisait l'intérêt. Il faut que les comptes rendus soient des documents où l'on

puisse retrouver les raisonnements des membres de la Commission et surtout leur argumentation juridique.

36. M. VERDROSS, tout en appuyant la suggestion d'améliorer l'établissement des comptes rendus et des documents, rend hommage au travail fait par le Secrétariat ; il félicite notamment le Secrétaire de la Commission et le personnel qui l'assiste d'avoir fourni à la Commission d'excellents documents de travail.

37. La Commission est sur le point d'aborder l'étude de problèmes extrêmement complexes. Les questions de la responsabilité des Etats et de la succession d'Etats sont en pleine évolution ; on ne peut, pour les étudier, se fonder sur une pratique plus ou moins uniforme comme on a pu le faire lors de l'examen de la question des relations diplomatiques et des relations consulaires. Il y a peu d'ouvrages sur la responsabilité des Etats et sur la succession d'Etats publiés après la seconde guerre mondiale et fondés sur la pratique actuelle, et il n'y en a aucun sur la question des relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales. Il est donc très important pour les travaux futurs de la Commission que les services de recherches du Secrétariat soient élargis, pour qu'ils soient à même de préparer des documents de travail sur les questions inscrites à l'ordre du jour de la Commission.

38. Le PRÉSIDENT fait observer que lorsque, dans le passé, les comptes rendus analytiques étaient rédigés entièrement en français, ce sont les membres de langue anglaise qui s'estimaient désavantagés.

39. Sir Humphrey WALDOCK partage l'avis de ses collègues de langue française qui ont souligné que leurs arguments devraient être reproduits aussi complètement que possible dans les comptes rendus analytiques. En effet, ce n'est pas seulement la réputation personnelle de ses membres qui est en cause, mais aussi le prestige de la Commission dans son ensemble. Les procès-verbaux des débats de la Commission doivent être extrêmement précis, car ils sont soigneusement étudiés et parfois même cités devant les tribunaux.

40. En ce qui concerne la proposition du Président tendant à constituer un comité chargé d'étudier la question de la responsabilité des Etats, Sir Humphrey estime que les fonctions dudit comité doivent être nettement définies. Quant à lui, il croit qu'un rapport sera difficilement rédigé sans qu'ait été, auparavant, désigné un rapporteur.

41. M. CADIEUX dit que, venant d'un pays où le français et l'anglais sont langues officielles, les difficultés inhérentes aux débats bilingues ne lui sont pas étrangères. Une demande de personnel supplémentaire viendra nécessairement se superposer à d'autres demandes entraînant des dépenses pour les Nations Unies. Il appartient aux représentants à la Sixième Commission de l'Assemblée générale et non pas au Secrétariat de soutenir les demandes de la Commission, mais il faut se rappeler que les processus budgétaires sont nécessairement lents.

42. M. BRIGGS déclare partager l'opinion exprimée par Sir Humphrey Waldoock qu'il pourrait y avoir

inconvénient à constituer un comité chargé d'étudier la question de la responsabilité des Etats sans avoir auparavant désigné un rapporteur spécial. Il propose donc que la Commission décide de nommer un rapporteur spécial sur cette question et décide en outre que celui-ci sera assisté, d'ici la prochaine session, par un comité consultatif de dix membres chargé de procéder, de concert avec lui, à une étude préliminaire du champ que couvre le sujet. Après avoir consulté le comité, le rapporteur spécial présenterait, à la prochaine session, un rapport introductif sur le champ du sujet ; à ce moment le mandat du comité prendrait fin.

43. M. TABIBI souligne que le Secrétariat n'a pas qualité pour plaider devant la Sixième Commission un relèvement des crédits affectés aux travaux de la Commission du droit international. Du reste, celle-ci jouit d'une réputation si grande que l'Assemblée générale n'a jamais rejeté aucune proposition intéressant sa méthode de travail. Le mieux serait donc de soumettre des propositions précises à l'examen de l'Assemblée générale pour sa dix-septième session.

44. En réponse à une question posée par M. TOUNKINE, M. BRIGGS explique que le comité qu'il envisage tiendrait un petit nombre de réunions au cours de la présente session pour examiner, de concert avec le rapporteur spécial et compte tenu des discussions des jours précédents, le champ de l'étude à entreprendre. Le rapporteur spécial préparerait ensuite son rapport pour la prochaine session. Il sera certes libre, s'il le désire, de continuer à consulter les membres du comité par correspondance.

45. M. TOUNKINE pense que les membres de la Commission ont eu tout loisir d'exposer leurs vues générales et il doute que les membres du comité envisagé aient quoi que ce soit de nouveau à dire au cours de la présente session.

46. Etant donné la complexité du sujet, la Commission ne devrait pas se hâter par trop de nommer un rapporteur spécial. Il serait préférable que le travail préparatoire soit fait par un groupe de corapporteurs qui auraient tout le temps nécessaire pour réfléchir sur l'ensemble de la question et sur la manière d'en aborder l'étude. A la suite de leur examen, ils rédigeraient un rapport préliminaire sur la base duquel la Commission pourrait décider, à sa prochaine session, s'il convient de nommer un ou plusieurs rapporteurs spéciaux et arrêter les instructions à leur donner.

47. Le PRÉSIDENT précise qu'il songeait à un comité composé, par exemple, de dix membres, qui préparerait un rapport permettant à la Commission de décider comment il convient de délimiter la question de la responsabilité des Etats. Quant à savoir lequel de ses membres présenterait le rapport du Comité à la prochaine session, cela n'a qu'assez peu d'importance, mais il semblerait préférable que ce fût le Président.

48. M. BRIGGS fait observer que la proposition du Président diffère radicalement de celle qu'il a lui-même présentée, selon laquelle c'est le rapporteur spécial qui serait chargé de rédiger le rapport préliminaire.

49. M. TOUNKINE déclare que, bien que la suggestion du Président soit différente de la sienne, il est disposé à l'appuyer, car il estime que le rapport préliminaire doit être l'œuvre d'un comité et non d'un seul membre.

50. Sir Humphrey WALDOCK dit que la manière dont le comité envisagé par le Président doit fonctionner suscite dans son esprit des doutes encore plus graves que la proposition de M. Briggs. Le rapporteur spécial devrait être nommé par la Commission elle-même dès le début des travaux ; c'est là le seul moyen de rendre efficace la procédure suggérée par M. Briggs. Après avoir quelque peu discuté de la question avec ce comité, le rapporteur spécial aurait une idée suffisamment claire des grandes lignes que son projet provisoire doit suivre. Rien n'empêcherait d'ailleurs les membres du comité, voire même ceux de la Commission, de rédiger des mémoires pour l'aider dans ses travaux, méthode qui est appliquée à l'Institut de droit international.

51. Le PRÉSIDENT croit avoir compris que la Commission estime nécessaire de s'écarter de sa pratique habituelle en raison des difficultés particulières que présente la question de la responsabilité des Etats. Il semble indiqué que l'étude préliminaire sur le champ du sujet soit entreprise par un comité dont le rapport serait examiné à la prochaine session et servirait de base à la décision finale de la Commission. C'est à ce stade qu'il faudra envisager la nomination d'un rapporteur spécial. L'important, c'est que la Commission ait un document sous les yeux ; une discussion dans le vide ne mènerait à rien.

52. Selon M. de LUNA, ce serait mettre la charrue devant les bœufs que de nommer un rapporteur spécial avant de constituer un comité et avant que celui-ci ait donné ses directives. En effet, si le rapporteur spécial se trouvait en désaccord fondamental avec les opinions du comité sur la manière dont il faut aborder le sujet, il serait obligé de démissionner. En revanche, si l'on suivait l'ordre logique, en commençant par les travaux du comité, on pourrait, une fois les directives de celui-ci arrêtées, nommer un rapporteur spécial qui accepterait de s'y conformer.

53. M. GROS ne pense pas que la possibilité que M. de Luna semble envisager puisse se présenter. Dans toute œuvre de codification et de développement progressif du droit, il y a lieu de concilier des points de vue différents. Il ne voit pas pourquoi un rapporteur spécial qui se trouverait mis en minorité par la Commission sur une partie de son projet devrait démissionner. Le rapporteur devra, en tout état de cause, tenir compte dans son rapport des différentes opinions exprimées ; en fait son premier rapport ne sera qu'un document de travail où il esquissera des solutions. Il ne devrait pas y avoir d'objection réelle, au sein de la Commission, à la désignation immédiate d'un rapporteur spécial, notamment parce que celui-ci aurait ainsi l'avantage de disposer d'une année de plus pour ses travaux.

54. La Commission ne doit pas nourrir d'illusions sur l'utilité d'un comité de dix membres. M. Gros pense

qu'il sera facile de faire, dès qu'on connaîtra la composition dudit comité, le tableau des opinions qui y seront exprimées ; et il est fort peu probable que ses membres, dont le jugement est déjà arrêté et qui ont une longue expérience de la question, modifient leur point de vue d'une manière sensible à la suite des délibérations du comité.

55. M. VERDROSS pense que la Commission pourrait utilement s'inspirer de la méthode de travail de l'Institut de droit international, bien que celui-ci soit un organisme privé. L'expérience a montré que les débats au sein de la Commission sur les rapports préliminaires présentés par les rapporteurs spéciaux ont une influence considérable sur la forme et le contenu des rapports subséquents. Tout rapporteur spécial doit tenir compte des observations faites sur son rapport préliminaire ; s'il n'est pas disposé à le faire, il doit se démettre de ses fonctions. Comme à l'Institut de droit international, le but est de parvenir à une expression d'opinion collective.

56. D'après M. JIMÉNEZ de ARÉCHAGA, la nomination d'un comité consultatif devrait permettre d'éviter les inconvénients à craindre si l'on demande à un rapporteur spécial d'entreprendre son étude avant d'en avoir déterminé les limites. Pareille tâche pourrait être accomplie avec plus de succès par un groupe représentatif que par une seule personne agissant en sa propre qualité ; il reconnaît toutefois, comme M. Briggs, que le rapporteur spécial doit être nommé immédiatement pour qu'il puisse commencer ses travaux le plus tôt possible.

57. M. ELIAS est partisan de la proposition tendant à charger un comité d'examiner le champ que devra couvrir l'étude de la responsabilité des Etats, de manière qu'avant la fin de la session le rapporteur spécial ait déjà quelques indications pour le guider dans son travail. Il pourrait ensuite bénéficier de certains concours sous forme de mémoires ou par correspondance. Quoi qu'il en soit, il importe de fixer l'époque à laquelle le rapport préliminaire doit être présenté.

58. M. LACHS constate que M. Gros semble peu disposé à appuyer l'accord auquel la Commission paraissait sur le point d'aboutir sur la nécessité de constituer un comité qui examinerait le champ que doit couvrir l'étude de la responsabilité des Etats et la manière d'aborder la question. Personnellement, il ne croit pas qu'on puisse dire d'avance quelle sera l'attitude des membres d'un tel comité ni que sa création doive porter en quoi que ce soit préjudice au privilège qui appartient à la Commission de choisir le rapporteur spécial et de lui donner les directives finales.

59. Le comité pourrait se réunir deux ou trois fois au cours de la session, dresser une liste de sujets et examiner comment on peut en aborder l'étude. D'autres échanges de vues pourront avoir lieu par correspondance. Au besoin, le comité pourrait également se réunir pendant quelques jours avant l'ouverture de la quinzième session. Après avoir examiné le rapport du comité, la Commission prendrait une décision définitive.

60. M. AGO souligne que la question de la procédure

à suivre n'a pas été suffisamment mise au clair et qu'un certain nombre de points soulèvent encore des doutes sérieux. En effet, on se trouve en présence de deux points de vue différents : certains membres semblent vouloir un comité qui indiquerait seulement les têtes de chapitres sous lesquelles serait traitée la question de la responsabilité des Etats ; d'autres estiment que le comité devrait aller plus au fond.

61. Si l'on créait un comité de dix membres, l'un d'eux devrait être désigné pour faire rapport à la Commission ; mais quant au rapporteur spécial de la Commission pour un sujet donné, M. Ago est catégoriquement opposé à l'idée que la Commission doive déléguer à un organe subsidiaire sa prérogative de le nommer. Il importe qu'une décision claire intervienne sur ce point. Rien n'empêche cependant que le comité choisisse un porte-parole pour présenter son rapport à la Commission.

62. M. AMADO rappelle avoir été l'un des premiers à insister pour que la Commission donne au rapporteur spécial des instructions strictes et précises, afin qu'il ne sorte par des limites de la tâche qui lui sera confiée. C'est pourquoi il estime, comme M. Ago, que c'est la Commission elle-même qui doit le nommer. Cela dit, rien ne semble s'opposer à ce qu'un comité soit chargé de rechercher jusqu'où s'étend le champ du sujet. Les différentes opinions pourront évidemment s'exprimer au sein du comité. Quant à M. Amado, son opinion personnelle, à laquelle il n'espère pas pouvoir rallier M. Tounkine, par exemple, est que l'essence de la responsabilité des Etats est l'obligation de réparer le dommage et que la source des règles *de lege ferenda* se trouve dans le droit coutumier et dans la jurisprudence.

63. Sir Humphrey WALDOCK estime qu'on n'a pas suffisamment tenu compte des problèmes pratiques que pose la rédaction d'un rapport. M. Tounkine a annoncé qu'il ne pourrait pas participer aux discussions d'un comité à la présente session. Mais en fait quelle tâche un comité pourra-t-il accomplir au cours des deux prochains mois ? Si l'on veut envisager la réalité en face, tout ce qu'on peut espérer, c'est que le comité tienne un petit nombre de réunions avec le rapporteur spécial pour faire un tour d'horizon qui lui fournira des indications pour établir un rapport objectif.

64. Lorsqu'il a dit que le rapport préliminaire ne sera pas nécessaire avant la prochaine session, M. Lachs a peut-être oublié les énormes difficultés techniques qu'il y a à produire un rapport à la dernière minute.

65. De toute évidence, il est indispensable de désigner immédiatement un rapporteur spécial, ne serait-ce qu'à titre intérimaire, sinon la Commission risque de n'avoir rien à discuter à la prochaine session. D'ailleurs, il n'y a pas au budget de crédits pour des réunions de comité dans l'intervalle de deux sessions.

66. M. TOUNKINE dit qu'il serait difficile de mettre au point, à l'intention d'un rapporteur spécial, des directives claires et précises sur un sujet aussi complexe que celui de la responsabilité des Etats. Il n'est pas du tout convaincu de la nécessité de nommer immédiatement un rapporteur spécial et il maintient que le

travail peut être fait par un petit nombre de membres de la Commission qui, après étude approfondie du sujet, présenteraient un rapport pour examen à la prochaine session.

67. Rien ne s'oppose à ce qu'une question de procédure de ce genre soit réglée par un vote.

68. M. YASSEEN pense qu'étant donné l'importance de la question de la responsabilité des Etats, il serait peut-être indiqué de l'étudier par étapes. Pendant la première étape, on déterminerait le cadre du sujet et la méthode à suivre. Les décisions prises à cet égard ne manqueront pas d'avoir une grande influence sur le contenu final du rapport. Cette première phase de l'étude, pour laquelle la Commission désignerait un rapporteur, pourrait être confiée à un comité. Lors de la seconde étape, la Commission serait en mesure, à la lumière du rapport du comité, d'arrêter les instructions à donner au rapporteur spécial ; celles-ci, comme l'a dit M. Amado, devront être très précises. Il y aurait des inconvénients certains à nommer immédiatement un rapporteur spécial pour toute la durée des travaux car il se peut que le rapporteur choisi pour la phase préparatoire ne soit pas disposé à entreprendre l'étude de la question dans le cadre que la Commission lui aurait finalement assigné, après examen du rapport du comité.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h. 25.

636^e SÉANCE

Vendredi 4 mai 1962, à 10 heures

Président : M. Radhabinod PAL

Travaux futurs dans le domaine de la codification et du développement progressif du droit international [résolution 1686 (XVI) de l'Assemblée générale] (A/CN.4/145) (suite)

[Point 2 de l'ordre du jour]

1. Le PRÉSIDENT dit que l'opinion quasi unanime semble s'être dégagée qu'il y a lieu de créer une sous-commission sur la responsabilité des Etats. En conséquence, après avoir consulté les autres membres du Bureau de la Commission, il présentera à la prochaine séance des suggestions touchant la composition de la sous-commission, qui devra commencer ses travaux au cours de la présente session et faire rapport lors de la prochaine session, à une date qui sera fixée ultérieurement.

Il en est ainsi décidé.